
La fracture

Le « Parti de la banlieue » contre la Gauche

Pantaleo ELICIO

Aujourd'hui, la situation se présente clairement : ou bien il y a une capacité politique de reprendre l'initiative avec les banlieues, ou bien il sera toujours plus difficile de construire un mouvement social gagnant en France. En-dehors d'un « parti de la banlieue », rien n'est plus possible dans le panorama politique et social français. En effet, pendant qu'en Europe, de nouvelles formations sociales se trouvent en lutte contre la crise économique et pour construire une alternative au système, en France la situation reste bloquée, malgré une situation sociale désastreuse.

L'impasse du mouvement social en France

Afin d'essayer de comprendre l'origine de cette situation, il est nécessaire de faire quelques pas en arrière.

Les émeutes de 2005 dans les banlieues françaises ont commencé à Clichy-sous-Bois le 27 octobre 2005 puis se sont répandues dans un grand nombre de banlieues à travers la France. L'état d'urgence a été déclaré le 8 novembre 2005, puis prolongé pour une durée de 3 semaines consécutives.

Elle a gagné plus de 200 communes. Des milliers de voitures ont brûlé, des centaines de locaux et de magasins ont été saccagés. Les banlieues de nos grandes villes sont devenues autant de champs de bataille. Les CRS et les policiers étaient débordés, démoralisés, épuisés par l'épreuve.

Au 17 novembre, la police déclare être revenue en situation normale mais après ce brutal déchirement du tissu social et culturel français, les choses ne seront plus comme avant...

Quatre objectifs ont principalement été visés durant ces événements : les forces de l'ordre, les transports publics (bus, abris, etc), les zones franches (zones industrielles ou commerciales censées embaucher prioritairement dans les quartiers dits populaires), ainsi que les représentants de l'Éducation Nationale. *Les émeutiers interpellés* seront 2 921.

Un rapport de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) daté du 23 novembre et publié par le journal Le Parisien du 7 décembre écrit:

La France a connu une forme d'insurrection non organisée avec l'émergence dans le temps et l'espace d'une révolte populaire des cités, sans leader et sans proposition de programme. "Aucune solidarité n'a été observée entre les cités", les jeunes s'identifiant "par leur appartenance à leur quartier d'origine et ne se reconnaiss(ant) pas dans ceux d'autres communes".

Aucune manipulation n'a été décelée permettant d'accréditer la thèse d'un soulèvement généralisé et organisé". Ainsi, les islamistes n'auraient joué "aucun rôle dans le déclenchement des violences et dans leur expansion". Ils auraient au contraire eu "tout intérêt à un retour rapide au calme pour éviter les amalgames". L'extrême gauche, de son côté, "n'a pas vu venir le coup et fulmine de ne pas avoir été à l'origine d'un tel mouvement".

Les policiers assurent par ailleurs que "les jeunes des cités étaient habités d'un fort sentiment identitaire ne reposant pas uniquement sur leur origine ethnique ou géographique, mais sur leur condition sociale d'exclus de la société française". Ils précisent que "les jeunes des quartiers sensibles se sentent pénalisés par leur pauvreté, la couleur de leur peau et leurs noms. Ceux qui ont saccagé les cités avaient en commun l'absence de perspectives et d'investissement par le travail dans la société française".

*Tout s'est passé comme si la confiance envers les institutions, mais aussi le secteur privé, source de convoitises, d'emplois et d'intégration économique, avait été perdu [...]*¹.

¹ Pour approfondir, lire le dossier documentaire d'Alain Bertho : <http://berthoalain.files.wordpress.com/2007/12/emeutes-de-2005-dans-les-banlieues-francaises.pdf>

Les faits

Pourquoi la banlieue et ses jeunes sont si indispensables pour la construction d'un mouvement social gagnant en France ? Et pourquoi cette fracture politique s'est installée si durablement avec toutes les gauches françaises ?

Pour comprendre la genèse de cette fracture, il nous faudra expliquer brièvement qu'est-ce que « la banlieue » et analyser son histoire politique.

La banlieue est un lieu construit, en général, autour des métropoles françaises, un lieu qui abritait, dans le passé, les ouvriers français et étrangers qui alimentaient la grande entreprise fordiste. Par la suite, la « banlieue » est devenue aussi « autre chose » : un lieu où les enfants scolarisés des populations multi-ethniques ont développé des dynamiques de créativité artistique et développé des savoir-faire indispensables pour faire fonctionner l'industrie métropolitaine des Services. En fait, malgré l'image qu'en donnent les médias, dans ces banlieues, le grand bassin intellectuel est grand. Le premier problème s'articule ainsi. Cette situation est d'une richesse créative et intellectuelle énorme tout aussi puissamment qu'il s'agit aussi, là, d'une population ethniquement très différenciée. Or, à cela, les politiques et les retombées économiques répondent de manière complètement insuffisante, si l'on considère les besoins de cette composition sociale et le caractère indispensable de sa participation aux biens de la vie économique française. Pourquoi et comment cette situation s'est-elle produite ? Voici quelques pistes de réflexion à ce sujet.

Le premier élément est celui de l'exclusion de ces populations du corps électoral pendant les années 70. En première instance, en tant qu' « étrangères » et lors des élections administratives et politiques, ces populations ont été exclues de la participation et du choix démocratique des représentants. En deuxième instance, une fracture s'est produite par le biais du processus – et des différentes politiques de restructuration de l'économie. Celles-ci, comme dans les autres pays d'Europe, ont impulsé la haute productivité à travers la flexibilisation du temps de travail et la précarisation de ses acteurs économiques. Cette haute productivité a été implémentée par le moyen des nouvelles machines technologiques du cycle de production des services, ainsi que de l'industrie « à flux tendu », alimentés par cette nouvelle masse de travailleurs précaires. Le résultat de ce processus économique-politique sur les familles et les jeunes de banlieues sera une brutale chute des revenus.

C'est pendant cette période, que commence le devenir toujours plus radical des quartiers *underclass* et se développent des pratiques antiracistes qui conquerront rapidement le cours des débats politiques en France. Jusqu'alors, le parti raciste de Le Pen avait su exploiter de manière habile les retombées économiques de la politique d'austérité du PSF (Parti Socialiste Français) qui, à l'époque, était au pouvoir. Le Pen avait aussi pu bénéficier des contre-effets de la politique corporative des syndicats et du parti communiste (PCF), ainsi que des traditions résolument racistes de la droite populaire, solidement implantées dans le paysage français.

Face à cette situation, une contre-offensive mûrit dans des quartiers de banlieue. Se déclenche ainsi la révolte contre l'exclusion spatiale et la marginalisation économique de la jeunesse.

Cette politique de restructuration et la mondialisation de l'appareil industriel - gérée par le PSF - se concrétisera par une réduction du *welfare* et le transfert d'une part de celui-ci aux grandes entreprises, sans contrepartie. Ceci aura l'effet immédiat de creuser la différence en développant et approfondissant la marginalisation des « jeunes sans qualification ». Voici la constitution de la « nouvelle pauvreté ». Il est important de préciser que, dans ce cadre social de restructuration, le mouvement Ouvrier pendant les années 80-90 dans son ensemble se trouve dépassé et ses centrales syndicales discréditées à la fois par leur politique de collaboration avec le patronat, que par l'usure de ses thèmes corporatifs de mobilisation.

C'est dans ce climat social que s'épuisent les tentatives désespérées du PSF de gérer la « révolte de la jeunesse de banlieue » avec des outils para-institutionnels comme, par exemple, l'organisation SOS-Racisme. En effet, SOS-Racisme, après avoir essayé de neutraliser le Mouvement et après avoir essayé de recoudre la rupture entre la jeunesse des banlieues, des grandes villes françaises et les partis de la gauche institutionnelle, s'effacera de la scène politique, dépassée par les événements.

Entre 1986 et 1990, naissent les coordinations des cheminots, des infirmières, des assistants sociaux. Dans ce climat, se développeront d'importantes luttes ouvrières de post-restructuration, comme celle particulièrement dure de 1989 à Peugeot-Sochaux qui trouva ses protagonistes chez les techniciens et les nouveaux ouvriers "restructurés". Ces luttes subiront des défaites et obtiendront des victoires partielles. Elles sont très importantes, en tout cas, pour les nouvelles formes de gestion du conflit (les coordinations de base) et pour le nouveau

sujet qui commence à apparaître, c'est-à-dire un travailleur restructuré, immatériel, présent dans l'entreprise, dans les services, ainsi qu'à l'université et dans la formation continue.

Avant de continuer notre analyse arrêtons-nous un moment pour préciser la nature du bouleversement de la notion de travail et comprendre les modifications qui s'en sont suivies dans les rapports sociaux.

L'évolution du travail² et, en particulier, l'évolution du travail immatériel, a bouleversé les paradigmes économiques : le temps de travail, le lieu de travail, la forme du travail, l'organisation du travail et enfin les critères de construction de la performance de l'entreprise. Dans l'organisation du travail, l'autonomisation de l'action du salarié, en tant que personne capable de faire des choix productifs et aussi d'exercer des arbitrages budgétaires, par une coordination appropriée vers ses collègues ou vers l'extérieur du lieu de l'entreprise : le marché et le client deviennent la mesure réelle de l'efficacité productive d'une entreprise, alors le « salariat » n'est plus le « mot » ni la relation appropriée pour décrire cette « fonction ». Car la valeur ajoutée, dans ce cycle productif, est le résultat de l'interaction de deux interventions majeures du « salarié ».

La première est de nature plutôt technique ou professionnelle (compétences) et la deuxième de nature plus profonde, plus « **abstraite** » presque esthétique et émotionnelle, représentée par les éléments constitutifs de la nature même de l'individu : la curiosité, la créativité, la perception, la sensibilité, la détermination, la communication, l'expérimentation, la cordialité, la passion, l'effort, l'endurance, la mémoire, l'appartenance et enfin la sociabilité.

Plus ces aspects sont libérés et valorisés dans l'entreprise, plus les conditions sont réunies pour la création d'agencements productifs efficaces. Cette efficacité productive est représentée par une « notion comptable » appelée :³ le Goodwill.

² Sous la direction de Carlo Vercellone, Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?, Paris, La Dispute 2003.

³ La notion de Goodwill est représentée par la valeur du personnel de l'entreprise, niveau de qualification, faible abstentionnisme, compétences techniques des employés, faibles mouvements d'entrée et de sortie du personnel, relation entre la direction et le personnel, les éléments liés à la valeur de la clientèle de l'entreprise, les éléments liés à la valeur des relations avec les banques, les éléments liés à la valeur des fournisseurs de l'entreprise, les éléments liés à la valeur des relations avec les organismes sociaux, l'administration fiscale, les syndicats, les éléments liés à la qualité des actifs de l'entreprise : outillage moderne, qualité des locaux, les éléments liés à la valeur de l'organisation commerciale, l'investissement en publicité importante et soutenue. La valeur de l'entreprise n'est pas toujours égale à la différence entre une somme d'actif moins les dettes. Il est nécessaire d'y ajouter des actifs immatériels non comptabilisés, appelés « Goodwill ». Valeur de marché = Valeur patrimoniale + Goodwill.

La droite au pouvoir

A partir de 1992, se produit la victoire bouleversante de la droite, laquelle est un fait marquant car les socialistes - qui jusqu'alors menaient une politique que nous pourrions qualifier « de droite » - vont être rejetés par leur électorat populaire. Les socialistes ouvrent, comme par magie institutionnelle, la porte à la droite. Avec seulement le 33 % des suffrages, la droite (RPR-UDF) réussira à obtenir, à travers le système majoritaire de vote, le 80 % des députés à l'Assemblée Nationale. Un fait d'autant plus étonnant, que ces résultats rendent complètement irréal le paysage politique français. Ainsi, la fracture entre le « pays réel » et le « pays institutionnel » s'élargit. Pourtant, la droite se met immédiatement au travail, en reprend à son compte le projet de réorganisation de la journée de travail - projet qui avait seulement été esquissé par les socialistes. La droite avance et c'est dans cette accélération nationale (aussi bien que mondiale) que s'opérera la progressive transformation de la législation du travail. Celle-ci sera en effet ajustée aux nouvelles formes de la production et entérinera la fin du pacte fordiste.

En 1994, un puissant mouvement naît sur tout le territoire français. Le mouvement des étudiants des Instituts Universitaires de Technologie (I.U.T.) et des lycées (surtout des filières technoscientifiques, fréquentées par les étudiants des classes populaires des banlieues) va lancer sa lutte contre le Contrat d'Insertion Professionnelle (C.I.P.). Par ce contrat, tous les jeunes qui avaient en main un diplôme de BAC + 2 ans, pouvaient être embauchés par les entreprises avec un salaire équivalant à 80 % du S.M.I.C. Ce passage marque l'avènement sur la scène sociale de « l'étudiant-travailleur-immatériel ». Cette première lutte annonce une réunification des acteurs de la production sociale touchés par la crise économique, et ceci, autour des étudiants.

A partir de ce moment-là, les étudiants vont se définir, non plus comme des jeunes improductifs, mais bien comme une catégorie de force-travail en formation, avec un rôle bien précis dans la production sociale. Le problème du devenir individuel et collectif en la qualité de la vie devient programme de lutte sociale et cette préoccupation commence à s'étendre à toute la société.

Les luttes contre la marginalité dans l'espace de la métropole se déclencheront avec le slogan « école au centre ville : chance - école en banlieue : marginalisation ». Ce mot d'ordre deviendra un élément fédérateur pour les étudiants et la jeunesse prolétarienne expulsée du circuit scolaire. Pendant cette période, la coordination en tant que forme d'organisation des étudiants devient le moteur du mouvement. Sa particularité va consister à choisir divers modes d'organisation et de communication. Ainsi, dans la pratique, elle utilisera comme règles *l'horizontalité d'organisation* et de prise de décisions, choisissant ainsi de communiquer avec les médias sans leader "médiatisé". Pendant les années 1990, les manifestations se font immédiatement les feux d'action directes : les pillages de magasins deviennent le prétexte d'affrontements avec la police. Ces heurts sont gérés surtout par le prolétariat des banlieues, qui se raccorde aux autres corps sociaux en lutte, à travers le mouvement des étudiants. C'est l'émergence du pillage collectif, en rupture permanente de l'intérieur de toute manifestation de masse. Cette pratique va introduire une variable irrécupérable par le pouvoir, en posant tout à la fois le problème de sa gestion à l'intérieur du mouvement. Lors des manifestations de 1990, les médias confrontés à cette mobilisation de masse auront un rôle fondamental pour essayer de casser le mouvement, en criminalisant les « bandes du prolétariat de banlieue » et de l'économie informelle nommés *casseurs*. Déjà au début des années 1990, une première tentative avait échoué pour deux raisons. En premier lieu, les "casseurs" étaient souvent des ex-étudiants qui jusqu'alors partageaient les mêmes bancs d'école que ceux des étudiants des lycées de banlieue. Ensuite, parce que les étudiants ont compris instinctivement que la crise économique et les nouvelles formes de production pouvaient un jour les mettre dans une situation proche de celle des *casseurs*.

Cette prise de conscience pousse ainsi les étudiants à s'unir aux autres corps sociaux en reprenant les thèmes de la révolte des quartiers, et justifiant ainsi ses pratiques. Face à ce nouveau rapport de force, les socialistes essaieront de court-circuiter le mouvement en lançant des opérations médiatiques qui empêcheront l'expression et la représentation du mouvement de base en banalisant le contenu des revendications. Toutefois, la parole est donnée aux représentants des organisations des étudiants socialistes qui tenteront l'opération - déjà vue avec SOS-Racisme – consistant à se focaliser sur un leader médiatique et sur la constitution d'un double niveau de lecture de la lutte. D'un côté, ces luttes sont exaltées en tant que telles. De l'autre, elles sont récupérées par le gouvernement socialiste.

La télévision, alors, assumera encore une fois la fonction stratégique de séparer les différents corps sociaux du mouvement sans vraiment y réussir. Tentative de récupération

vaine, mais elle aura comme effet de déclencher *l'auto-dissolution tactique du mouvement*, qui choisit ainsi de se débarrasser de ses corps étrangers en s'éloignant de la scène médiatique.

Les grèves de décembre 1995, La fin d'un projet collectif

La victoire du mouvement de novembre-décembre 1995 construit sa défaite politique.

La révolution technologique avait d'abord permis à la firme-réseau de faire implorer les organisations du Mouvement Ouvrier institutionnel. Et dans un même temps, elle déterritorialisa l'émergence politique des nouveaux sujets de la production sociale, hors des centres d'accumulation capitalistes traditionnels de l'usine.

Ainsi, elle décentrera hors de la grande ville, hors de la nouvelle usine, hors des circuits d'échanges d'accumulation et des services, les nouveaux sujets de la production sociale. Cette gestion de la conflictualité et de l'espace social avait comme but d'empêcher une quelconque réunification des corps sociaux. En effet, ces corps sociaux s'étaient trouvés fragmentés par la production sociale et privés d'objectif commun.

Or, les grèves en France de novembre-décembre 1995 ont accompli le passage fondamental de la réunification. Ces grèves ont ainsi démontré et créé la possibilité de fusion de toutes ces « nouvelles formes de travail » contre la machine de domination devenue mondialisée. En fait, la modernité de ce mouvement a été de rapidement trouver un consensus général entre des revendications « catégorielles » et une « revendication globale ».

Chacun a pu y retrouver ses revendications à travers les différents thèmes de la biopolitique : la qualité de la vie, le devenir des individus et des groupes sociaux. Il s'agit donc de réinventer des structures telles que la sécurité sociale, la retraite, le temps libre et le temps de non travail, le revenu de base, etc. pour les accompagner dans ce changement économique.

Le secteur des transports du service public a été, lors de ces grèves, un « point de force » pour ces nouvelles luttes. En effet, ces services sont devenus dans les métropoles l'agencement central et le lieu d'articulation de la production flexible. Ce mouvement en lutte a ainsi pu se fixer en un « point virtuel » de l'espace métropolitain. La lutte a été capable de se concentrer et de capter la puissance de cette nouvelle forme et force de

travail qui était à ce moment-là affaiblie par son émiettement et par sa diversité économique et sociale.

Les assemblées de base sont devenues des lieux de prise de décision. La reprise de la parole et de la lutte venant de la base du mouvement ont permis de réinventer une nouvelle pratique de démocratie et d'action sociale gagnante.

Le consensus de la population avec les revendications de ce mouvement était énorme et le mouvement social était enfin capable d'activer et de faire en sorte que les « secteurs privés » les plus affaiblis syndicalement partagent ses revendications.

Malgré cette force et la complexité de ce mouvement, celui-ci avait un point faible : l'organisation et le *leadership* était entièrement dans les mains et – et ainsi, elle devenait la mesure de la lutte - par les syndicats des transports et en particulier par le syndicat des cheminots représenté par son jeune et « atypique » secrétaire national. En fait, les cheminots eurent un rôle important dans ces grèves. Pourtant, malgré la « grande modernité » que montrèrent ses dirigeants dans la gestion du conflit, ceux-ci étaient totalement incapables de saisir à fond les grandes nouveautés de ces luttes et la portée politique et sociale de cette première recomposition de la multitudes de classe, dans la métropole.

La suite de cette histoire est bien connue : à la fin du conflit, ce leadership syndical de base sera promu dans les hiérarchies syndicales et son leader charismatique et médiatique - le « jeune cheminot » - deviendra le nouveau secrétaire général de la CGT, pour rentrer successivement dans le comité central du PCF...

Avant de continuer notre analyse des faits historiques, arrêtons-nous un instant pour émettre quelques constats.

En premier lieu, les luttes des mouvements sociaux en Europe dans les dernières années - et en particulier les luttes syndicales - sont devenues des luttes de défense des acquis sociaux du passé. Les organisations syndicales et les organisations néo-ouvrières sont incapables de résister au marché mondialisé. Ce sont des expressions politiques qui échouent, aujourd'hui, à essayer - à partir de l'entreprise - de fédérer la nouvelle complexité du travail dans ses formes de précarisation-intermittence-chômage par une revendication du plein emploi et en défendant la centralité du travail. Ces formations politiques ont reculé jour après jour, face à l'offensive patronale. En fait, la majorité des

actions syndicales débouchent sur deux dérives majeures. La première est la revendication corporative. Il s'agit de luttes qui utilisent les mouvements sociaux comme instrument supplémentaire pour renforcer leurs revendications catégorielles. Elles agissent en « ouvrant et fermant » leur mobilisation avec les autres réalités sociales en tant que stratégie revendicative spécifique, en les supprimant par la suite, pour un « renfermement social » à l'intérieur de leurs entreprises. La deuxième dérive est la gestion sectorielle du service public. Il s'agit-là des luttes pour le maintien du statut et des acquis sociaux de ce secteur. Ces luttes, en réalité, développeront des revendications provoquant une augmentation d'immobilisme social. Cette approche se traduit par la perte d'initiative et d'anticipation dans le cadre d'un projet plus large de refondation de l'espace public, désertant ainsi les luttes des chômeurs, précaires et usagers des services publics. Cette situation laissera à l'Etat et au patronat l'initiative de la critique du dysfonctionnement et de l'archaïsme bien réel de « l'espace public », rejetant ainsi ce dysfonctionnement à l'extérieur de ses limites, sur le dos des salariés du service public et de ses structures informelles.

C'est dans ce contexte et dans ce décalage entre la centralité syndicale avec ses objectifs corporatifs et la nouvelle configuration sociale et productive de la banlieue, que s'accomplira la rupture. Les besoins de cette population marginalisée et la souffrance de ses jeunes ont été oubliés et méprisés à l'intérieur d'une politique générale budgétaire fondée sur l'autorité de l'arbitrage et sur les fragiles équilibres sociaux de la France.

Le 27 octobre 2005 éclate l'insurrection

Rappelons que rien n'était réglé sur le front social dans les banlieues !

Les jeunes se battent seuls contre l'Etat et ses forces de répression. La puissance et la détermination de cette révolte fera d'autant plus d'impression que les jeunes exprimeront leur revendication en faisant usage d'un langage que l'on pourrait qualifier de pré-politique. Pourtant, son explosion sur la base de *nécessités communes, en des termes communs* - très simples et fondamentaux - était justement la marque du caractère éminemment politique de la révolte. Ainsi, se sont revendiqués, avec force, le droit à une vie meilleure et le droit à être libres, sur-le-champ.

Au 25 novembre 2007, on franchit une nouvelle étape de le processus de radicalisation de la lutte. En ce jour, à Villiers-le-Bel (une commune de la région parisienne), la mort de

Moushin et Lakamy, de 15 et 16 ans, lors d'un accident avec la police, entraîne deux nuits de violence. Plusieurs dizaines de policiers sont blessés et une bibliothèque est incendiée. En juillet 2010, la cour d'assises du département de la Val-d'Oise condamnera trois des tireurs présumés à des peines allant de neuf à quinze ans de prison.

Le procès en appel des cinq accusés d'avoir tiré sur la police lors des émeutes de 2007 à Villiers-le-Bel sera ouvert en octobre 2011 et ce, dans le plus grand silence de la gauche, malgré la fragilité des témoignages contre les accusés. Les syndicats des policiers, malgré leur demande de voir les émeutiers condamnés, ont rappelé aux politiques que la Police de la République n'état pas là pour être utilisée pour régler les problèmes de la crise économique et sociale.

La machine à criminaliser les émeutes des banlieues vient ainsi se mettre en place, tout comme, parallèlement, se définissent les stratégies d'isolement politique et social des émeutiers.

L'histoire nous a pourtant enseigné que participer directement ou indirectement à la criminalisation d'une réalité sociale importante et complexe telle que celle des banlieues débouche toujours sur un contre-effet apparemment paradoxal, à savoir, celui de fournir du souffle supplémentaire au vieux régime.